



Service de presse

Paris, le 30 juin 2018

Discours de Laurent WAUQUIEZ,
Président des Républicains,

Conseil national - Menton le 30 juin 2018

Je suis heureux de vous retrouver. Je suis heureux que nous soyons ici, dans cette terre des Alpes-Maritimes qui a toujours été si chère à notre famille politique. Je suis heureux de voir la famille rassemblée et surtout je suis heureux d'être à vos côtés, vous les militants des Républicains, vous le savez c'est avec vous que j'aime fortifier nos convictions.

Et je voudrais vous dire avant de commencer quelque chose qui me tient à cœur, parce que je vous le dois.

Je vous avais promis que la nouvelle droite que nous allions rebâtir ne vous trahirait plus, qu'elle ne varierait pas de discours et qu'elle tiendrait un cap clair. Vous voyez les attaques, vous voyez les caricatures, eh bien nous ne varions pas. Nous ne cherchons pas à nous excuser de nos convictions. Nous avons un long chemin à parcourir. C'est une formidable aventure. Et sur ce chemin, je ne laisserai pas les divisions nous affaiblir. Cher Jean Leonetti, tu sais que j'aime le débat d'idées, qu'on frotte sa cervelle à celle d'autrui comme le disait Montaigne. Mais je n'accepte plus les arrière-pensées politiciennes et les querelles d'ego. A chaque fois que je devrai prendre des décisions pour assurer la cohésion de notre famille politique je les prendrai parce que nous le devons à nos militants. Je veux que l'on retrouve le sens du collectif.

Aujourd'hui je veux vous parler avec la clarté qu'imposent les périodes difficiles. Les faux semblants ne sont plus de mise.

Nous traversons une des crises les plus profondes de l'Europe. Ne voyons-nous pas la rapidité avec laquelle la construction européenne s'affaiblit de jour en jour : le Brexit, le drame catalan, la montée de la défiance partout, la crise migratoire qui contamine toute l'Europe ? Il y a cinq ans à peine, l'Italie soutenait l'Union européenne à 70 % et s'en détourne aujourd'hui. Regardons la réalité en face : la construction européenne est mortelle. Et je salue la présence parmi nous de Joseph Daul, le président du parti populaire européen. Dans cette période cruciale de l'histoire de l'Europe, je sais que je peux compter sur lui autant qu'il peut compter sur moi.

La question que nous devons nous poser est simple : comment avons-nous pu en arriver là ?

Permettez-moi de m'attarder quelques instants sur mon parcours personnel. Ma grand-mère était belge. Elle était née avant la guerre, avait vécu la Seconde Guerre mondiale, et comme bien de ces familles, flamandes et francophones, c'était une Européenne convaincue. Elle le portait dans sa chaire et elle le portait comme toute cette génération qui n'avait pas oublié que l'Europe était d'abord une

Seul le prononcé fait foi

promesse de paix, particulièrement pour les petites nations sacrifiées sur l'autel de l'Histoire. J'appartiens à une autre génération. J'ai vu comme élu local avec stupéfaction ce que devenait l'Europe sur le terrain, je l'ai vécu comme ministre des Affaires européennes, je me suis souvent heurté à ce qu'était devenu la pesanteur de la bureaucratie européenne et cela m'a amené à réfléchir à ce qu'était notre chemin. Mon fils a 14 ans, lui joue sur les réseaux sociaux avec des Coréens du Sud, échange avec des Brésiliens et des Américains. Si nous n'y prêtons pas attention, il est sur le point d'enjamber l'horizon européen, parce que son horizon, c'est le monde.

Que s'est-il passé ? Comment a-t-on pu laisser se fourvoyer ainsi une aussi belle idée que l'idée européenne ? Il y a un terrible paradoxe. Jamais on a eu autant besoin de l'Europe face à la Chine, face aux États-Unis, face aux défis des GAFAs, face aux mouvements de population. Et pourtant jamais l'Europe n'a été autant en peine, incapable d'apporter des réponses efficaces.

Je vais vous dire ce que je pense, cela fait trop longtemps que l'on a refusé de voir. Oui voir. Charles Péguy le disait si bien le plus difficile est d'avoir le courage de voir ce que l'on voit et de dire ce que l'on voit.

Que voit-on ?

Quand on était européen, on était sommé de tresser les louanges de la Commission européenne. Toute critique était immédiatement soupçonnée des pires maux, toute parole interrogative était bannie et l'on a refusé d'entendre les inquiétudes contre une Europe trop lointaine, trop technique, trop peu protectrice. On a cru que la meilleure façon d'y faire face était d'étouffer ces critiques au lieu d'y répondre.

Que voit-on ?

Que l'arrogance avec laquelle ces avertissements ont été balayés d'un revers de la main a transformé les inquiétudes en rage et en colère sourdes. C'est cette arrogance qui nous a amenés dans le mur et c'est aujourd'hui la même arrogance dont témoigne Emmanuel Macron lorsqu'il parle de « la lèpre populiste ». Est-ce la lèpre de vouloir défendre ses frontières et son identité ? Je mets en garde Emmanuel Macron. Hubert Védrine l'a si bien dit : « Le populisme est la mesure de l'échec des élites, il est donc risible que les élites s'en prennent au populisme. » Bertolt Brecht le résumait avec moquerie : si le peuple a mal voté, eh bien il ne reste qu'à « dissoudre le peuple ».

En 2014, j'ai écrit un livre intitulé *Europe : il faut tout changer* pour tirer la sonnette d'alarme. J'ai essuyé des critiques. Quatre ans plus tard, qui peut encore contester ce constat que l'élargissement a fragilisé l'Europe, que nous souffrons de n'avoir aucune stratégie industrielle et surtout que l'incapacité à répondre à la crise migratoire est un talon d'Achille qui peut être fatal à la construction européenne ?

Quand je lis parfois certains commentateurs qui sont étonnés que je ne change pas et que je défende les mêmes positions, je leur réponds qu'ils ont intérêt à s'habituer. Chez nous, on est pas « en même temps ». Ne comptez pas sur nous pour dire tout et son contraire au gré des sondages. La nouvelle droite est une droite de convictions.

Il y a pour moi deux impasses pour l'Europe qui sont toutes aussi néfastes l'une que l'autre. La première est celle des extrêmes : elle consiste à sortir de l'Europe, à abandonner l'euro, à choisir un piteux isolement de la France. Ce projet-là est catastrophique et pour la France et pour l'Europe.

La deuxième voie sans issue consiste à tenir les mêmes discours qu'il y a trente ans faits d'envolées lyriques, de mots creux, qui se drapent dans l'incantation d'une utopie fédéraliste de plus en plus coupée des réalités. C'est la position d'Emmanuel Macron. C'est précisément cette position qui a amené l'Europe là où elle est et qui conduira exactement aux mêmes échecs : toujours plus de

Seul le prononcé fait foi

construction administrative européenne, toujours plus de normes et de taxes, toujours plus d'élargissements.

Le constat est d'ailleurs terrible, un an après son discours de la Sorbonne, aucun de ses projets ne s'est réalisé. Tout est à l'arrêt. Il prétendait remettre l'Europe en marche ; il a mis notre pays en marge de l'Europe. Le président du Conseil italien a d'ailleurs eu ce trait d'ironie mordante hier en déclarant : « je pense qu'Emmanuel Macron devait être fatigué. »

Quel contraste avec l'époque où Nicolas Sarkozy présidait l'Union européenne ! Lui avait de l'autorité et, en moins d'un an, il avait su incarner le leadership français et européen.

Que nous propose Emmanuel Macron ? Rien de plus qu'une fuite en avant. L'Europe est au bord du gouffre et il nous propose de faire un grand pas en avant. L'été dernier, il a soutenu à Trieste l'élargissement aux pays des Balkans. Il a aussi défendu à Bucarest qu'il fallait « le plus rapidement possible, intégrer la Roumanie [et la Bulgarie] à l'espace Schengen ». Emmanuel Macron nous parle désormais de « souveraineté européenne » en oubliant que ce sont les nations qui sont souveraines.

Je veux que notre projet soit clair. Nous refuserons tout élargissement supplémentaire de l'Europe. Je refuse que l'on étende encore Schengen alors que nous connaissons d'ores et déjà tant de difficultés. N'avons-nous pas compris à quel point l'élargissement avait rongé l'Europe ? Pour les Républicains, ce sera clair : ni Turquie, ni Albanie. L'élargissement doit s'arrêter.

Alors oui aimer l'Europe, c'est aujourd'hui regarder lucidement ses défaillances et avoir enfin le courage d'y remédier. Je crois dans l'Europe mais je ne crois pas dans ce qu'elle est devenue. Et c'est parce que je veux sauver l'Europe que je veux la refonder.

Certains voudraient opposer au sein de notre famille les présumés eurosceptiques et les soi-disant pro-européens. Je vous le dis : ils n'ont pas ôté les lunettes du passé. Aujourd'hui, sauver l'Europe, c'est être capable d'ouvrir les yeux et de mettre toute son énergie, non à nier les réalités, mais à assurer une refondation. C'est cette démarche de rassemblement de toute la famille des Républicains que je mène. Notre nouvelle droite sera unie sur l'Europe : nous aurons la lucidité de dénoncer les impasses de l'Europe d'aujourd'hui et la volonté de sauver l'Europe.

Pour cela, il y a trois crises fondamentales à résoudre.

La priorité absolue est de faire face à la crise migratoire. Emmanuel Macron nous explique qu'il n'y a pas de crise migratoire. Il est dans l'aveuglement. Je me suis rendu à la frontière hier à Menton et j'ai pu discuter avec des policiers qui, chaque semaine, font face à l'arrivée de cinq cents à mille clandestins. Non cette crise n'est pas une parenthèse : derrière la vague migratoire, il y a un tsunami démographique. La population africaine va doubler d'ici trente ans.

La France vient d'accorder un record de titres de séjour à des étrangers depuis 40 ans. Si rien n'est fait, il y aura un million d'immigrés supplémentaires à la fin du mandat.

Il faut reprendre le contrôle des frontières. Nous ne devons plus avoir peur du mot « frontière ». N'oublions pas que la première mission d'une construction politique est d'assurer la protection. Comme l'ont montré Hobbes et Montesquieu, la raison d'être de toute communauté politique est la protection. Si une construction institutionnelle n'apporte pas la démonstration de sa capacité à protéger, elle est condamnée.

Seul le prononcé fait foi

Nous avons besoin de fermeté. Nous faisons trois propositions claires. Les bateaux qui interceptent des migrants dans la Méditerranée doivent les reconduire systématiquement dans leur lieu de départ. Les centres de réfugiés doivent être installés de l'autre côté de la Méditerranée. Ouvrir de nouveaux centres d'accueil en Europe serait une folie. Il nous faut conditionner l'aide au développement à la coopération dans la lutte contre l'immigration illégale et au retour des sans-papiers dans leur pays d'origine. L'Europe finance la moitié de l'aide publique au développement mondiale. Comment accepter que la France ait accordé l'année dernière 350 millions d'euros d'aide au développement au Mali alors que le Mali n'a accepté le retour que de 13 sans-papiers maliens ?

Cher Eric Ciotti, je suis heureux de pouvoir rendre hommage aujourd'hui, dans ton territoire, à ta lucidité sans faille et à la crédibilité des propositions que tu portes depuis des années pour faire face à la pression migratoire.

Et je suis heureux que chacun apporte sa contribution et rivalise de propositions. Valérie Pécresse propose par exemple, à la suite de François Fillon, la taxation des visas des étrangers pour financer le renforcement des frontières extérieures. C'est une excellente idée. Bruno Retailleau promeut la constitution d'une force navale européenne pour bloquer les bateaux de migrants dans la Méditerranée. J'y souscris totalement. Je pense aussi aux propositions de Franck Proust ou Gérard Larcher. Plus nous ferons ensemble de propositions fortes et concrètes, plus nous répondrons à l'attente des Français. Arrêtons les divisions artificielles qui cachent en réalité de petites ambitions personnelles.

Nous sommes d'accord sur l'essentiel : pour les Républicains, comme d'ailleurs pour une majorité de Français et d'Européens, la réduction de l'immigration est un impératif. Emmanuel Macron veut répartir les migrants en Europe, nous pensons que l'Europe et la France accueille trop de migrants. Je demande de la fermeté parce que toute autre politique est une fausse générosité.

Notre seconde urgence pour sauver l'Europe, c'est de défendre notre économie, nos entreprises et nos emplois.

Nous avons besoin d'Europe. De l'autre côté de l'Atlantique, Donald Trump secoue tous les accords de libre-échange. Allons-nous enfin réagir ? Comment accepter que nous ouvrons 95% de nos marchés publics aux entreprises étrangères et la Chine aucun ? Comment accepter qu'un commissaire européen continue à nous dire qu'il ne fait aucune différence entre une entreprise chinoise et une entreprise européenne ?

Les pères fondateurs de l'Europe n'avaient pas peur de défendre nos entreprises ; la préférence communautaire n'était pas un gros mot. C'était même l'une des pierres angulaires de la construction européenne. Alors, cher Christian Jacob, défendons nos intérêts, restaurons la préférence communautaire, exigeons la réciprocité dans l'ouverture des marchés publics.

Défendre nos intérêts, c'est aussi défendre nos agriculteurs menacés par une baisse drastique des aides européennes à laquelle se résigne tacitement le gouvernement. Nous ne l'accepterons pas.

Et n'hésitons plus à défendre les intérêts français en Europe. Ca n'est pas un gros mot. Quand Alstom a été vendu à Siemens il y a deux ans, les journaux français ont titré sur la naissance d'un géant ferroviaire européen alors qu'en Allemagne, la presse faisait sa une sur l'absorption d'Alstom par Siemens. Quand la France parle de l'Europe, c'est souvent pour oublier la France ; en Allemagne, c'est pour défendre les intérêts allemands.

N'ayons pas peur de le dire : pour que l'Europe gagne en efficacité, il y a des domaines où il faut rendre des compétences aux États-membres. Il faut un grand soir des compétences et un traité de

Seul le prononcé fait foi

refondation totale de l'Union européenne. La Commission est allée trop loin dans la surenchère de normes. Nous voulons moins d'Europe dès qu'elle ne fonctionne pas et mieux d'Europe dans les domaines où nous en avons besoin.

Bâtissons l'Europe de la recherche contre les maladies neurodégénératives, l'Europe du numérique en couvrant en 4G tout le territoire européen, l'Europe des grandes infrastructures. Les pères fondateurs ont eu cette intuition géniale de commencer par le charbon pour permettre aux Européens, encore dans les ruines de la Seconde Guerre mondiale, de se chauffer avec du charbon européen. C'est l'Europe que nous voulons : l'Europe des projets.

Voilà quelles devraient être nos priorités. Et que nous propose-t-on ? Un budget de la zone euro, une nouvelle construction technocratique à base de dépenses publiques, alimentée directement ou indirectement par de nouveaux impôts. Ce n'est pas la solution.

Je me permets d'ajouter quelque chose : pour que la France retrouve une voix en Europe, il est indispensable qu'elle commence par nettoyer ses écuries d'Augias. Notre pays est le seul de la zone euro à augmenter encore sa dette. Il est le seul à n'avoir fait aucune économie sur sa dépense publique. La France veut donner des leçons à la terre entière, eh bien que la France commence par s'appliquer à elle-même ce qu'elle demande aux autres ! Notre pays vient de franchir un record européen et historique d'impôts et de charges sociales (45,4% de la richesse nationale en 2017). Faute d'une véritable lutte contre le gaspillage de l'argent public, ce sont les Français qui paient l'addition. Et les retraités ont payé un lourd tribut.

Et que l'on ne vienne pas me dire qu'il y aurait une fatalité française à la hausse des dépenses et des impôts : dans ma région, j'ai diminué de 12% les dépenses de fonctionnement et la fiscalité régionale n'a pas augmenté d'un centime.

Le troisième sujet est encore plus fondamental : il en va de nos racines, de notre identité, de notre âme, de notre raison d'être. L'Europe ne peut pas être une construction sèche, purement institutionnelle et technocratique. Le projet européen ne consiste pas seulement à savoir si le déficit public doit être de 2,9 ou de 3,1 %. Si nous avons construit l'Europe, c'est pour porter une voix singulière, celle de l'humanisme européen qui plonge ses racines dans l'héritage gréco-romain qui nous transmet cette espérance placée dans l'homme, évidemment dans l'héritage judéo-chrétien auquel tant de monde souhaite aujourd'hui tourner le dos et enfin l'héritage de la Renaissance et des Lumières, notre tradition de liberté.

Il est temps d'en finir avec la honte de notre identité, le déni de nos racines, la haine de soi. Comme le dit si bien Mathieu Bock-Côté, l'homme occidental doit cesser de se mépriser.

C'est cet esprit de repentance qui anime Emmanuel Macron lorsqu'il explique que la colonisation ne serait qu'« crime contre l'humanité ». C'est cette haine de soi qui l'inspire lorsqu'il déclare que les « mâles blancs » ne pourraient plus s'exprimer. C'est cette capitulation communautariste qu'illustre un palais de l'Élysée transformé en boîte de nuit pour un DJ brandissant comme un défi l'inscription « immigré et noir ». Il n'en va pas seulement de la dignité présidentielle, mais de la France. En France, on ne brandit pas ses différences comme seule fierté. En France, on ne se définit pas par sa race ou son origine. En France, on se définit par une identité commune, une histoire, une langue, une culture. C'est cela la République française. L'identité française et européenne ne doit plus nous faire honte mais nous rendre fiers.

Là où je l'ai le plus ressenti, c'est lorsque je me suis rendu récemment en Irak pour défendre les minorités chrétiennes, yézidiennes et kurdes. Elles se tournent vers l'Europe : elles attendaient la protection

Seul le prononcé fait foi

de l'Europe, elles ont eu le sentiment d'être abandonnés. La rencontre qui m'a le plus marqué fut celle avec un prêtre orthodoxe dont la ville a été envahie, dont la cathédrale a été pillée, dont la famille a été massacrée par Daech. Et que m'a-t-il dit ? « Européens, réveillez-vous ! Daech n'est pas vaincu. Son idéologie continue de faire des ravages. Ne soyez pas aveugles. » La barbarie islamiste a désigné toute l'Europe comme son ennemi. Nous sommes une civilisation de tolérance, d'humanisme, de pardon. Notre voix est à la fois singulière et universelle. Nous avons en commun un mode de vie auquel nous sommes attachés. Nous n'avons pas le droit, vis-à-vis de nos ancêtres comme de nos enfants, de laisser ce patrimoine et ce message emportés par l'Histoire. Nous devons les défendre, je ne veux plus que nous reculions face à la poussée de l'intégrisme islamique.

Parce que l'Europe, c'est une civilisation commune. Qu'est-ce qui a façonné l'Europe ? Ce sont les valeurs, la culture, la littérature. C'est Dante qui fait écho à François Villon, ce poète français poignant de *La Ballade des pendus*, c'est l'édification des cathédrales avec Notre-Dame-de-Paris, le Dôme de Milan que Saint-Etienne de Vienne, ce sont aussi les grands peintres, Albrecht Dürer ou Hans Memling qui fait écho au Titien, c'est le mouvement des Lumières avec Voltaire ou Kant, ce sont les grands romans de Maupassant ou Sándor Márai. Ces immenses artistes ont dialogué à travers les frontières de l'espace et du temps ; ils ont contribué à forger sans même s'en apercevoir ce que nous appelons la civilisation européenne. Milan Kundera nous avait mis en garde dès 1983 : « L'Europe est en train de perdre le sens de sa propre identité culturelle. » Si je suis un Européen convaincu, c'est que je crois que cette identité culturelle n'est pas perdue, et qu'elle a encore tant de choses à dire au monde. Notre tâche est de la faire vivre à nouveau.

Cette Europe-là mérite que l'on se batte pour elle.

Alors, mes amis, nous avons une mission. Cette mission, c'est de sortir l'Europe de l'impasse. Cette mission, seule notre famille politique est capable de la relever car seule notre famille est capable d'avoir à la fois la lucidité de ce qui doit être changé et la volonté de retrouver le souffle qui traverse notre Histoire. Cela peut être la vocation de la France ; ça sera le projet des Républicains. Vive les Républicains, vive la France et vive l'Europe.